cas j'estime qu'il devrait y avoir 265 plus 102 saccades données à la corde et je m'engage à jouer mon rôle.

J'estime qu'en dernière analyse, tout le droit doit être envisagé sous cet angle: nous n'avons pas le droit, en morale,—et tout le présent débat porte sur une question de conscience et de morale,—de nous retrancher en cette matière derrière l'anonymat de l'échafaud. Nous devons prendre conscience de notre responsabilité personnelle. Je veux bien prendre conscience de la mienne et me soumettre à la décision de la majorité.

Ces dernières semaines, certains organismes religieux m'ont adressé des instances qui m'ont grandement déçu à ce propos, tandis que d'autres groupements religieux m'en ont adressé qui m'ont fait grand plaisir. Mais les progrès de l'humanité sont infiniment lents au regard de l'histoire du monde. Je regrette beaucoup de constater que quelques-unes des principales collectivités chrétiennes au Canada n'ont pas encore entendu parler du nouveau testament, ni de son message. (*Exclamations*) Certaines instances que j'ai reçues à cet égard m'ont beaucoup désappointé.

L'honorable député de Calgary-Sud (M. Smith) a parlé de sentimentalité ou d'émotivité excessive. Puis-je faire remarquer en toute humilité, monsieur l'Orateur, que la croyance, ou la foi, est au centre et à la base même de toute notre société occidentale. Le député de Calgary-Sud peut bien qualifier cela d'émotivité excessive ou de sentimentalité. Je n'en continuerai pas moins à croire en l'humanité, car c'est la base de toute notre civilisation occidentale. J'aime mieux courir certains risques que d'être trouvé coupable de ce qui est à mes yeux un crime impardonnable: la destruction de la vie humaine. Nous n'avons pas le pouvoir de donner la vie, et ni en tant qu'individus, ni en tant que groupe organisé, nous n'avons moralement le droit de tuer, de quelque façon que ce soit.

(Texte)

M. Rémi Paul (Berthier-Maskinongé-Delanaudière): Qu'il me soit permis, monsieur le président, d'exprimer mon opinion sur le bill présenté par l'honorable député de York-Scarborough (M. McGee). La pratique du droit criminel m'a permis de me faire une conception du problème qui nous est soumis.

Je ne doute pas que les honorables députés de la Chambre, partisans de l'abolition de la peine capitale, sont convaincus d'être dans le vrai, mais cette conviction ne les autorise pas à conclure que les tenants du maintien de la peine capitale sont dans l'erreur.

Doit-on envisager la peine de mort comme question de sentiment? Non, monsieur le président, car il s'agit, en fait, beaucoup plus d'une question de raisonnement. Certains soutiendront qu'il est illogique de maintenir des châtiments corporels dont l'institution remonte même jusqu'au Droit romain. N'est-il pas permis de prétendre également, toutefois, qu'une coutume, un principe, une tradition peuvent encore trouver leur application, même s'ils sont d'origine ancienne.

L'humanité n'a pas toujours erré dans tout ce qu'elle a fait. Chez tous les peuples, il existe des usages et des principes fondamentaux de sociologie aussi anciens que le monde et qui sont encore aujourd'hui aussi nécessaire et à propos qu'aux premiers jours.

Rien n'est plus dégradant et morbide, dirait-on, que la peine capitale, et la société en l'imposant et en la maintenant, surtout, s'avilit elle-même en faisant à quelqu'un cet avilissement.

Cependant, la société est composée d'individus qui doivent vivre les uns avec les autres et il lui incombe d'édicter des règles et des lois pour sa protection et celle de ses membres. Certains penseurs et sociologues pousseront le raisonnement à l'extrême et soutiendront que personne n'a le droit de priver un homme de sa liberté physique ou intellectuelle. En acceptant cette théorie, on prétendra également que la société composée d'individus ne peut pas céder ni s'arroger des droits que l'individu lui-même n'a pas.

Cependant, aucune société ne pourrait survivre si les meilleurs éléments qui la composent ne possèdent les moyens matériels nécessaires de réprimer ceux-là qui troublent l'ordre et transgressent les lois.

Qu'est-ce que la loi? La philosophie nous donne la définition suivante:

La loi est une ordination de la raison, en vue du bien commun, émanant de l'autorité et manifestée par elle.

Le mot ordination invoque donc une idée de direction et une idée d'obligation. Il y a donc intervention de la volonté, mais commandée par la raison.

La loi doit avoir pour objet direct le bien commun, c'est-à-dire le bien de toute l'humanité. Et l'on ne doit jamais oublier que le bien commun est le bien général qui doit être ordonné pour la fin propre de la société. Toute loi doit avoir une portée générale et pourvoir, d'abord, au bien de l'ensemble, c'est-à-dire de la collectivité, et quand la loi veut s'occuper de l'individu en tant qu'unité, ce doit être en tant que l'individu concoure au bien de la collectivité ou de l'ensemble.

Si la loi émane de l'autorité, il faut donc se demander d'où vient et de qui émane cette autorité. En regard du bien commun dans la